

Situation de Protection
TERRITOIRE D'IRUMU (AXE KOMANDA – LUNA)
ZONE DE SANTE DE KOMANDA/ PROVINCE DE L'ITURI/ RDC
MAI 2020

SOMMAIRE

RESUME DE L'ANALYSE.....	2
SIGLES ET ABREVIATIONS	3
1 INTRODUCTION.....	4
2 PRESENTATION DE LA ZONE D'EVALUATION	5
2.1 Localisation et accessibilité	5
2.2 Situation sécuritaire.....	6
3 MENACES AUX DROITS HUMAINS ET LIBERTES FONDAMENTALES.....	6
3.1 Déplacements forcés.....	7
3.2 Violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG)	8
3.3 Protection de l'enfance (PE).....	9
a) Identification des ENA.....	9
b) Travail d'enfants.....	9
c) Violations 1612	10
4 LIMITATION D'ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE.....	10
4.1 Logement et articles ménagers essentiels	10
4.2 Moyens de subsistance	11
4.3 Eau, hygiène et assainissement	13
4.4 Santé.....	13
4.5 Accès à la terre et biens	14
4.6 Accès à la documentation	14
5 ETUDE DE CAS	15
6 INTERVENTIONS POTENTIELLES	16
6.1 Actions possibles pour améliorer la situation de protection et situation économiques.....	16
6.2 Contraintes et risque pour les actions.....	16
6.3 Capacités locales.....	16
7 ACTIONS DE SUIVI URGENT.....	17
ANNEXES	18
Annexe 1 : Répartition des récents déplacés sur l'axe Komanda – Luna mois de mai 2020.....	18
Annexe 2 : Tableau comparatif de l'évolution des prix des vivres entre mai 2019 et mai 2020	18
Annexe 3 : Matrice de positionnement des acteurs.....	20

RESUME DE L'ANALYSE

Période d'évaluation	26 mai au 1 ^{er} juin 2020
Localités évaluées :	Luna, Ndalya, Mambelenga, Bwanasura, Mahala, Ndimu, Apende, Idohu en chefferie de Walese Vonkutu, groupement Bandavilema en zone de santé de Komanda.
Mouvements de populations	4256 nouveaux ménages déplacés sur l'axe Komanda Luna en provenance des localités de Byane, Ndalya, Makutano-Katabey, Tingwe, , Pikamayibo, Eringeti, Kasana, Mutueyi, Boyikene, Samboko, Chani Chani, Ndume, Kasoko, Isiro, Beu, Kalalangwe, Meliota, Kokola,...
Forces de sécurité	Présence : FARDC, PNC, ANR et DGM
Accessibilité	Oui en toute saison
Sécurité	Perturbée par la présence et exactions des hommes armés (ADF et Mai-Mai) et les affrontements entre ces derniers et les FARDC
Menaces	Meurtres, pillages, coups et blessures, enlèvements, incendies des cases et véhicules,
Abris	70 % des PDI vivent en familles d'accueil et 30 % dans les sites et regroupements spontanés ainsi que les maisons inachevées ou en location Risque : violences sexuelles et contamination au coronavirus suite à la promiscuité,
AMEs	Absence d'ustensiles de cuisine et de stockage d'eau, d'habits, de kits de dignité, de literie et de moustiquaires,... Risques : Maladies liées aux intempéries, longues files pour chercher l'eau
Eau	Existence de points d'eau construite par PPSSP en 2019, Solidarité et AVUDS en 2020
Hygiène et assainissement	Latrines et douches insuffisantes dans les familles d'accueils et les regroupements spontanés. Risques : contamination / conflits entre FAT et PDI
Santé	Soins gratuits seulement au centre de santé de Bwanasura et Idohu. Longues distances à effectuer pour les PDI qui n'y sont pas. Risques : médicaments traditionnels avec risque de surdosage, menaces de protection à la suite des longues distances à parcourir
Moyens de subsistance	Difficulté d'accès au moyen de subsistance, travaux journaliers très limités. Risques : Accentuation de la vulnérabilité, sexe de survie, malnutrition, etc.
VSBG	Absence de kits PEP dans la zone, sauf à HGR Komanda Risques : IST/VIH, Hépatite B, grossesses non désirées, mariages forcés,
Protection de l'enfance	Présence de 1 ENA (Fille d'un an) à Ndimu ; 1 ENA (fille 7 ans) à Bwanasura, 05 ENA à Apende (02 Filles et 03 Garçons). Risques : Enrôlement dans les FGA, délinquance juvénile, sexe de survie.
Accès à la terre	Les déplacés n'ont pas accès à la terre.
Accès à la justice	Pas de tribunal de paix. Donc règlements des différends à l'amiable
Cohabitation pacifique	Bonne. Personnes sont de même ethnie
Acteurs humanitaires présents	Solidarités International, PPSSP et AVUDS dans le WASH, EUPFASS et Médair dans le cadre de la santé.
Besoins urgents / Recommandations	Cash et vivres, sécurité, kits de dignité, Kits PEP, ABRIS, AMEs, appui pour la santé, prise en charge psychologique

SIGLES ET ABREVIATIONS

Abréviations	Significations
ADF	Allied Democratic Forces / Forces alliées démocratiques
ADRA	Adventiste Développement Relief Agency
ANR	Agence Nationale de Renseignements
AVSI	Association des Volontaires pour le Service International
AVUDS	Action des Volontaires Unis pour le Développement et la Santé
CAC	Cellule d'Animation Communautaire
CCI	Centre Communautaire d'Information
CLIO	Comité Local Inter Organisations
DGM	Direction Générale de la Migration
ENA	Enfant Non Accompagné
EP	Ecole Primaire
EUPFASS	Etablissement d'Utilité Publique/ Fonds d'Achat des Services de Santé
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FC	Franc Congolais
FGD	Focus Group Discussions
HGR	Hôpital General de Reference
MST	Maladie Sexuellement Transmissible
MRM	Monitoring and Reporting Mechanism
NFI	Non Food Items
PE	Protection de l'Enfance
PEP	Prophylaxie Post-Exposition
PDI	Personne Déplacées Interne
PNC	Police Nationale Congolaise
PPSSP	Programme pour la Promotion des Soins de Santé Primaire
RN	Route Nationale
VSBG	Violences Sexuelles et Basées sur le Genre
WASH	Water Sanitation and Hygiene

1 INTRODUCTION

Depuis le 14 mai 2020, la zone de santé de Komanda et plus précisément les localités Byane, Samboko, Mutueyi, Kechele, Ndume, frontalières de la province du Nord Kivu ont été le théâtre des attaques répétées des éléments des Forces Armées Démocratiques (ADF). Ces attaques ont été marquées par des meurtres à l'encontre des civils, des violences sexuelles et des violences basées sur le genre, des enlèvements, des pillages, des coups et blessures et des incendies de maisons et de véhicules. Face à ces violences, la population s'est déplacée massivement vers des localités de Luna, Ndalya, Mambelenga, Mayalibo, Bwanasura, Mahala, Ndimo, Apende et Idohu (situées respectivement à 150, 137, 120, 125, 110, 107, 104, 100 et 92 km au sud de Bunia), dans la zone de santé de Komanda..

Pour rappel, aux mois de janvier et février 2020, ces mêmes ADF avaient été présumés auteurs des mêmes types d'exactions sur l'axe Ndalia-Luna, en territoire d'Irumu et cela avait aussi provoqué un déplacement massif de la population vers les mêmes localités.

Par ailleurs, cet axe est aussi marqué par l'activisme du groupe armé des miliciens Mai-Mai qui contraint les populations civiles à de fréquents déplacements pendulaires.

En vue de mieux comprendre la situation de ces populations, l'équipe protection d'INTERMOS composée d'un officier et trois assistants de protection a conduit une mission sur l'axe Komanda – Luna du 26 au 1^{er} juin 2020, en vue d'analyser les risques de protection et atteintes aux droits humains et libertés fondamentales auxquelles font face les déplacés ainsi que les facteurs limitant leur accès aux services sociaux de base. Au cours de la même mission, une actualisation des chiffres des PDI sur l'axe a été effectuée.

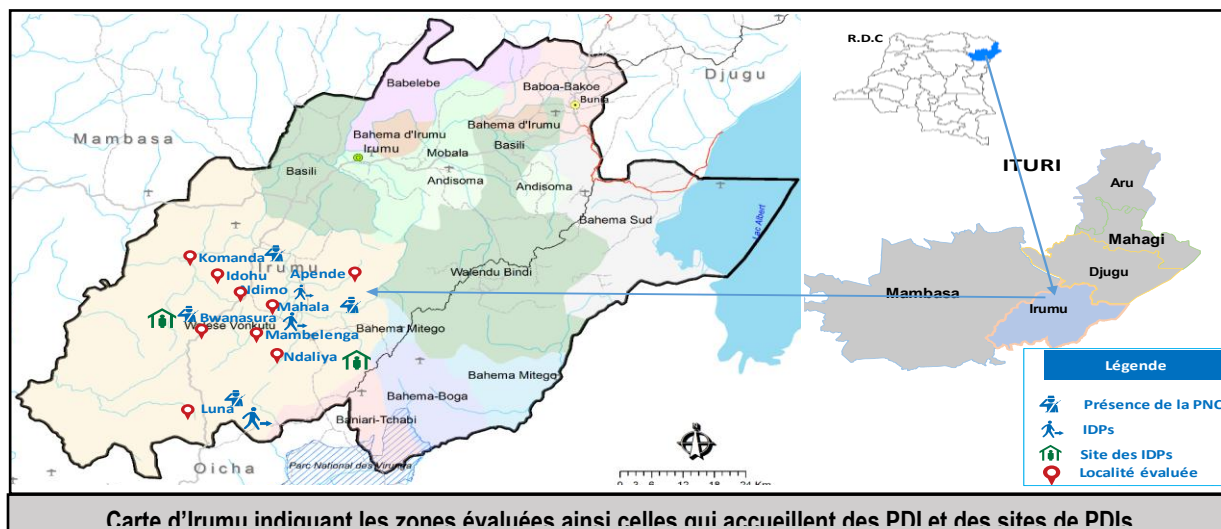
Dans l'objectif d'obtenir des données et/ou des informations plus fiables et suffisamment représentatives, l'équipe a utilisé une méthodologie active et participative, mais aussi inclusive. Des entrevues individuelles avec 19 informateurs clés ont été effectuées tout en tenant compte de la représentativité des hommes et des femmes de différentes catégories d'âge. Ensuite, cinq discussions de groupe par localité de déplacement ont été réalisées avec les groupes des déplacés et autochtones dans chacune des localités citées ci-haut (composés de 10 personnes au maximum). Enfin, l'observation directe a été parmi les méthodes utilisées par l'équipe.



Au cours de la mission, lors des récoltes des données, les mesures barrières contre la propagation du Coronavirus ont été également respectés dans l'objectif de prévenir de probables contaminations. Il s'agissait i pour tous les membres de mission de porter des masques et d'en solliciter le port à tous les participants des focus groups ou ceux avec qui des entretiens individuels ont été réalisés. Le nombre de participants aux groupes de discussion a été limité à 10 personnes tout en respectant la mesure de distanciation physique. Enfin le lavage systématique des mains a été fait avant et après chaque rencontre. Ces moments ont été aussi des occasions pour sensibiliser les populations sur la pandémie du coronavirus et sur l'importance du respect des mesures barrières.

2 PRESENTATION DE LA ZONE D'EVALUATION

2.1 Localisation et accessibilité



La chefferie de Walese Vonkutu, dont le chef-lieu est située à Ofayi s'étend sur une distance qui part de 15 Km du Sud de Komanda jusqu'à Luna qui est située à 85 Km de Komanda vers le Sud. Elle est constituée de cinq groupements, mais seul le groupement Bandavilema a accueilli des déplacés dans ses localités se trouvant sur l'axe Komanda – Luna notamment à Idohu, Apende, Ndimu, Mahala, Bwanasura, Mayalibo, Mambelenga, Ndalya et Luna. Toutes ces localités, habitées majoritairement les walese, les Bira, les Ngity, les Nande et les Alur sont situées sur la route nationale N°4 (RN4)¹ et sont accessibles par voie routière en toute saison.

2.2 Situation sécuritaire

La situation de sécurité sur l'axe Komanda – Luna reste précaire et préoccupante à cause de la présence et l'activisme des présumés éléments des ADF et des miliciens Mai Mai. Auparavant actifs dans le Nord Kivu depuis 2014 à travers de nombreuses exactions ; les présumés ADF ont élargi leurs attaques sur la province de l'Ituri au cours des deux derniers mois (Avril et mai 2020). Leur activisme nuisant à la protection des civils a conduit à de nombreux déplacements de la population sur l'axe Komanda – Luna en Chefferie de Walese Vonkutu. La sécurité dans cette chefferie est assurée par les militaires des FARDC et la Police Nationale Congolaise (PNC).

Pour des raisons de sécurité, les autorités locales et les FARDC ont demandé aux populations habitant les localités de Samboko, Mutueyi, Ndume de quitter ces zones sous emprises des ADF en vue de mitiger les risques.

3 MENACES AUX DROITS HUMAINS ET LIBERTES FONDAMENTALES

L'environnement protecteur des civils habitant dans les localités ciblées par les exactions et des menaces des présumés éléments ADF est perturbée et est précaire et traumatisant. Lors des focus groups avec les déplacés provenant de ces localités, il a été évoqué des cas de meurtres, enlèvements, coups et blessures, pillages des biens et incendie des maisons et des voitures. Une documentation systématique n'a pas été effectuée par le monitoring de protection à cause de l'insécurité dans la zone. Pendant les focus group de discussion (FGD), tous les habitants ont relevés qu'ils ont été touchés par les violences et attaques et que personne n'est épargnée

¹ Route qui va de Kisangani à Komanda en passant par Mambasa,

mêmes les enfants et personnes du troisième âge qui ne peuvent pas fuir sont pris pour cible par les éléments des ADF qui n'hésitent pas à les tuer A titre illustratif :

- Le 14 mai 2020 vers 17h30 au village de Byane situé à 3km au sud de Ndalya, les présumés ADF avaient tendu une embuscade lors de laquelle, deux véhicules ont été incendiés. Deux hommes de 38 et 45 ans ont été tués sur place, cinq autres ont été enlevés dont deux enfants garçons âgés de 12 et 10 ans. Une femme a été blessée à la machette à la gorge et à la tête. Elle est encore hospitalisée à l'hôpital d'Eringeti dans le Nord-Kivu.
- A la même date vers 01 heure du matin dans la localité de Makutano-Kechele à environ 15 km à l'Ouest de Luna, six personnes (Trois femmes et un homme de plus de 60 ans et deux hommes de 26 et 39 ans) ont été décapitées à la machette par les ADF lors d'une incursion. Leurs corps en majorité séparés de leurs têtes, ont été retrouvés dans une forêt de la localité Tingwe située à 14km au sud-ouest de Luna.

Il sied de signaler que les miliciens Mai Mai sont aussi actifs dans la zone. Ils commettent des abus à l'encontre des éléments des forces de l'ordre, des services étatiques et de la population civile. Le cas récent est celui du 24 mai 2020 où un couple a été accusé de sorcellerie et tué par ces miliciens Mai Mai dans le village Isiro situé à 18km au nord-ouest de Mambelenga.

Tableau des incidents récoltés lors de la mission pour la période du 1^{er} au 20 mai 2020

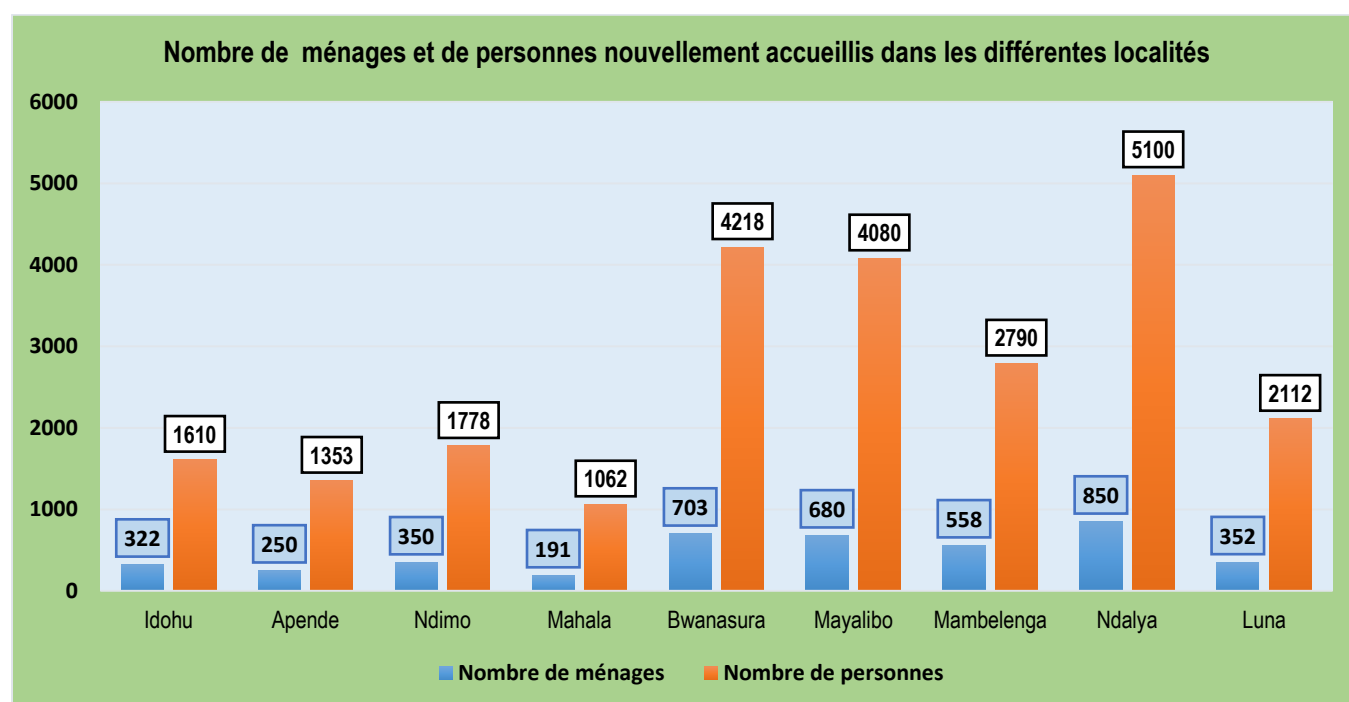
N°	Violations	Nombres	Présumés auteurs
1.	Homicides	69	ADF
		02	Miliciens Mai Mai
2	Enlèvements	09	ADF
3	Incendies des maisons et voitures	09	ADF
4	Coups et blessures	01	ADF
5	Pillages	06	ADF

3.1 Déplacements forcés

Du 14 au 30 mai 2020, **4.256 ménages** déplacés ont été enregistrés sur l'axe Komanda - Luna. Ce chiffre qui pourra être revu à la hausse d'autant plus que ces mouvements sont encore continus et les enregistrements sont en cours. Ces nouveaux déplacés se retrouvent dans les

localités de Luna, Ndalya, Mambelenga, Mayalibo, Bwanasura, Mahala, Ndimu, Apende et Idohu. Il sied de noter que la localité de Ndalya s’est vidée de trois quart de la population² après l’attaque de la localité Byane distant de 3km au sud de Ndalya. Les sites ont été désertés et ce sont des nouveaux déplacés qui les ont occupés.

Ces nouveaux déplacés viennent s’ajouter aux anciens sur le même axe. Pour rappel, de Janvier à mars 2020, cet axe avait enregistré **6984 ménages qui avaient** fui les exactions des ADF dans les localités de Tingwe, Hoglase, Kokola, Mamove, Samboko, Mayi safi, Mandimo, Mandumbi, Kokola, Ondoto, Kamanyola, Kipirita Mayisafi, Mandumbi, Mamove, Ndalya.



Lors des focus groups avec les différentes catégories de PDIs, tous les participants ont affirmé avoir effectué plus au moins quatre déplacements depuis que les éléments ADF ont été actifs dans la province du nord Kivu en 2014 et actuellement dans celle de l’Ituri. Ces multiples déplacements constituent des facteurs qui les rendent de plus en plus vulnérables car ces cycles de déplacements ne leur permettent pas de se reconstituer sur le plan social et économique

3.2 Violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG)

Cinq structures sanitaires sur l’axe Komanda – Luna ne sont pas appuyées en kit PEP depuis janvier 2020 à l’instar de l’HGR de Komanda. Elles sont en rupture de stocks depuis mars 2020. Les survivantes sur cet axe sont donc obligées de parcourir de longues distances pour atteindre

² Chiffres non disponibles

Komanda. Cette distance constitue une difficulté supplémentaire d'accès aux soins pour ces PDI vivant sur l'axe dont les moyens sont très limités. Par conséquent, elles sont exposées aux conséquences liées au viol par manque d'accès au Kit PEP. Lors des entretiens avec les responsables des structures sanitaires d'Idohu, Bwanasura et Luna, les responsables de ces structures ont évoqué une prévalence de trois à quatre cas de viols par mois.

Lors des entretiens avec les femmes et filles, elles ont affirmé que suite à la précarité de la vie qu'elles connaissent certains enfants filles (13 à 17 ans) s'adonnent à la pratique du sexe de survie étant donné que leurs parents sont incapables de couvrir leurs besoins élémentaires. Ces jeunes filles sont exposées aux grossesses non désirées, mariages forcés ainsi qu'aux maladies sexuellement transmissibles.

3.3 Protection de l'enfance (PE)

a) Identification des ENA

Sur l'axe Komanda- Luna, en rapport avec la récente vague de déplacement de la population, aucun profilage systématique n'a été effectué en vue d'identifier les ENA dans les localités de déplacement. Néanmoins lors des focus group, **07 Enfants Non Accompagnés (ENA)** ont été identifiés dont une fille d'une année à Ndimu, une autre de 07 ans à Bwanasura et deux filles et trois garçons à Apende. Ces enfants vivent auprès de familles d'accueil dans les localités où ils ont été identifiés et ne sont pas référés parce qu'il n'y a pas d'acteurs de protection de l'enfant dans la zone. Les comités de PDI dans les zones sont disponibles pour les garder et faciliter leur réunification.

b) Travail d'enfants

Lors de cinq focus groupes avec 50 enfants, ils ont relevé qu'environ 25% d'entre eux sont victimes d'exploitation économique par les exploitants du bois qui les utilisent pour évacuer les planches et les sacs des braises à un prix dérisoire (1500 à 3000FC par jour) au lieu de 8000FC payés aux adultes. Environ 45% d'entre eux accompagnent leurs parents à des travaux journaliers dans les champs des autochtones et 30% autres ne sont pas occupés.

Cette dernière catégorie d'enfants est exposée à la délinquance juvénile, mais aussi au recrutement par les groupes armés, surtout ceux qui sont proches des localités voisines du Nord-Kivu où les incursions sont fréquentes.

c) Violations 1612

Trois cas de violations graves des droits de l'enfant commises par les éléments ADF ont été documentés au cours de la mission. Il s'agit des enlèvements de deux enfants dont une fille de 12 ans et un garçon de 10 ans dans la localité Byane et du cas du meurtre d'un garçon de 17 ans perpétré dans la localité Makutano située à environ 12 km au sud-ouest de Luna.

4 LIMITATION D'ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE

4.1 Logement et articles ménagers essentiels

Environ 70% des personnes déplacées sont hébergées dans des familles d'accueil. Une partie de ces déplacés vivent dans les sites PDIs à Bwanasura. Certains PDIs occupent des maisons abandonnées par des autochtones et d'autres sont dans les écoles (EP Mambelenga et EP Bwanasura). Quelques ménages sont dans l'Eglise de Bwanasura. D'autres encore sont dans de petites maisons qu'ils ont loué autour de 10 dollars le mois au moins. Ces déplacés vivant dans les sites se transforment aussi en familles d'accueil lors de l'arrivée des nouvelles vagues. Une cabane du site contient environ deux à trois ménages d'environ 10 à 14 personnes. Les chiffres distinguant ces déplacés selon leur mode d'hébergement ne sont pas établis dans la zone. Les maisons à louer sont devenue rares et les propriétaires sont exigeants. A Ndimu, une maison d'une chambre sans salon se loue à 10 dollars par mois et ils exigent une garantie locative de trois ou six mois. Par conséquent, ces maisons sont hors d'accès pour les PDIs.

Les pygmées ont aussi été contraints aux déplacements pour leur sécurité car ils ne sont pas épargnés par les exactions des ADF dans leur milieu de provenance. Dans les localités d'accueil, ils se regroupent dans des campements. Sur l'axe, nous avons identifié 21 campements de pygmées dans cinq localités (Mambelenga, Bwanasura, Mahala, Ndimu et Apende). Neuf parmi les 21 sont de nouveaux campements abritant au moins 40 ménages chacun et les douze autres sont des anciens campements.

Dans les sites aussi bien que dans les familles d'accueil ou dans les regroupements spontanés, les parents et les enfants (de genre et âge confondus) passent la nuit ensemble souvent à cinq et plus dans une maison de trois mètres carrés. Ils dorment à même le sol car leurs literies ont été abandonnées lors de la fuite. Les parents sont ainsi privés de leurs besoins d'intimité.

En ce qui concerne les articles ménagers essentiels, ceux qui sont en déplacement avaient tout abandonné lors de leur fuite et éprouvent des difficultés pour la cuisine. Ils sont appuyés par les familles d'accueil qui n'ont pas aussi assez de moyens. Par conséquent, certains déplacés mangent à des heures tardives au-delà de 20 heures alors que d'ordinaire les heures de repas du soir y sont entre 18heures et 19heures. Ils éprouvent aussi des difficultés pour le stockage de l'eau, ce qui les oblige à effectuer plusieurs mouvements vers les sources d'eau. Lors des focus-groups, les femmes et filles ont déclaré que certains ménages ne possèdent pas des bidons et d'autres deux ou trois bidons de cinq litres.

75% des femmes et des jeunes filles manquent de kits pour se servir lors de leur période de menstruation, par conséquent, elles recourent aux morceaux des linges ou parfois utilisent des couches de leurs nourrissons avec les risques aux infections et contaminations de leur enfant car après utilisation pour la menstruation, certaines affirment qu'elles les utilisent encore comme couche pour leurs enfants.

4.2 Moyens de subsistance

Les déplacés vivant sur l'axe Komanda Luna éprouvent des difficultés d'accéder aux moyens de subsistance pour leur survie. Ils s'adonnent à des travaux journaliers (travail au champ, puiser de l'eau ...) pour lesquels ils sont payés d'habitude en nature (un régime de banane et un fagot de feuille de manioc,...) et parfois en espèce à raison de 3000FC pour un travail d'une journée. Ces coûts ont subi une baisse depuis l'arrivée des PDIs qui constituent une main d'œuvre abondante.

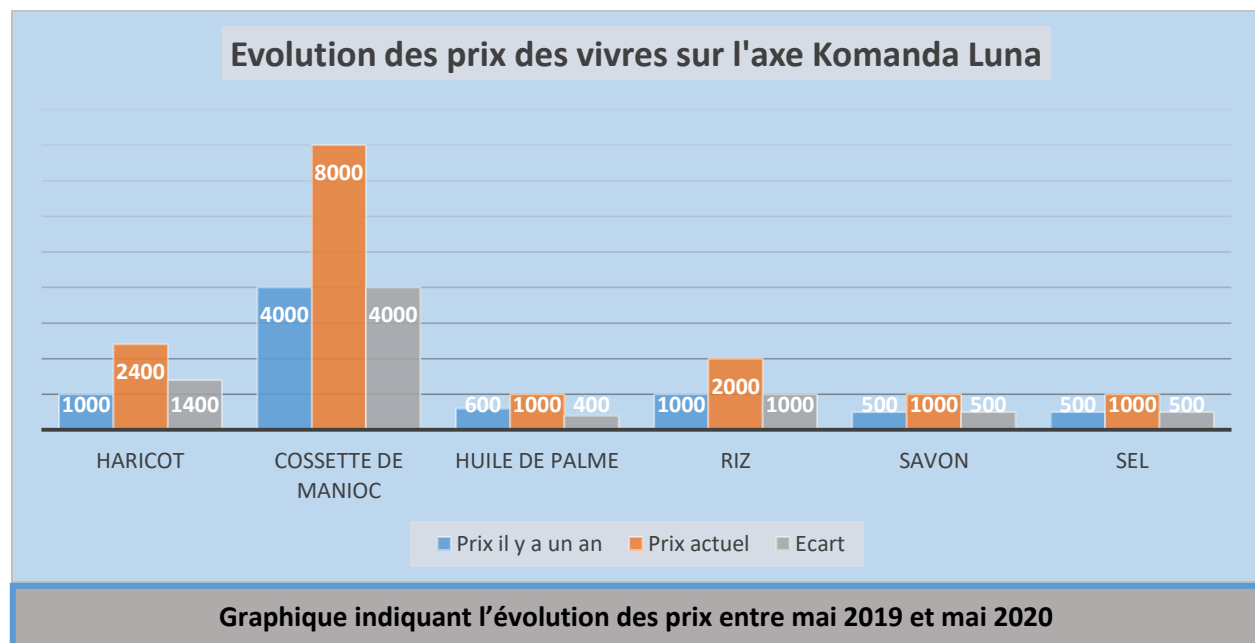
Dans les localités Mambelenga, Ndalya et Luna, ils ne font pas plus de cinq kilomètres de leurs localités par crainte pour leur protection à cause l'insécurité car il y a une présence quasi permanente des éléments ADF. Cette situation d'inaccessibilité à leurs champs est une des causes d'accroissement de leur vulnérabilité sur le plan économique et alimentaire.

Les déplacés qui sont dans les familles d'accueil sont obligés de trouver des moyens de survie car ces dernières ont de plus à plus des moyens limités et sont saturées. Il sied de rappeler que cette population autochtones a aussi comme source de revenu la vente charbon du bois appelé communément braise dont l'évacuation devient difficile après les attaques durant lesquelles les véhicules des particuliers ont été incendiés à Byane car les acheteurs venant de Beni au Nord Kivu voisin, se réservent dorénavant de mettre leur véhicule sur l'axe Beni – Komanda. Ces conditions de précarité de vie poussent certains déplacés à effectuer des mouvements pendulaires vers leurs zones d'origine à la recherche de moyens de survie. Ils y sont alors

exposés aux risques élevés des menaces et parfois y sont tués. Tel est l'exemple du 14 mai 2020, où un déplacé d'environ 48 ans vivant à Idohu qui avait effectué un mouvement pendulaire à Byane sa localité d'origine à la recherche de quelques produits alimentaires abandonnés dans son domicile a été surpris et décapité par les ADF qui étaient encore dans la zone.

Cette précarité de vie expose les femmes et filles au phénomène de sexe de survie dans l'objectif de palier à certains besoins essentiels. Elles sont dans ce sens exposées aux risques des MST, grossesses non désirées entre autres.

Il sied de signaler que les déplacés sur l'axe ont reçu une assistance en vivres en janvier et février 2020, sauf ceux de Ndimu et Mahala. En plus, une organisation humanitaire a aussi effectué une distribution de cash de fin janvier à début février 2020 en faveur des déplacés dans les localités de Luna, Ndalya, Mambelenga, Bwanasura, Mahala, Ndimu, Apende et Idohu en chefferie de Walese Vonkutu. Les 24 103 déplacés nouvellement arrivés quant à eux n'ont reçu aucune assistance depuis leur arrivée. Les prix des produits des premières nécessités ont connu une hausse à cause de leur rareté consécutive à l'accroissement brusque de la démographie de la population sur l'axe.



4.3 Eau, hygiène et assainissement

Malgré les interventions des différents acteurs notamment AVUDS, PPSSP et SOLIDARITES INTERNATIONALES dans ce secteur, l'accès à l'eau potable demeure difficile pour les PDI suite à l'accroissement démographique sur l'axe Komanda – Luna. Certaines sources ont tari, d'autres présentent des problèmes techniques et ont des faibles débits.

Les utilisateurs font la queue à la source et on y enregistre des bagarres et disputes. Les PDI font l'objet de stigmatisation au niveau des certaines sources dans les localités Mahala et Apende. Pour pallier à ces besoins en eau, les PDI recourent à l'eau de ruissellement des rivières proches de leurs localités d'accueil. Ils sont donc exposés aux maladies d'origine hydriques.

Les PDI vivant dans des familles d'accueil utilisent les mêmes toilettes avec risques du remplissage hâtif suite au nombre des utilisateurs. Ce qui constituerait un risque de conflit entre les utilisateurs car il n'y a pas des toilettes publiques aménagées par les acteurs humanitaires dans la zone. Ceux qui sont dans les écoles se servent des toilettes scolaires au risque de les remplir et cela constituera aussi une difficulté lors de la réouverture des activités scolaires.

Dans les neuf nouveaux campements des PDI pygmées, aucune installation sanitaire n'est aménagée. Ils se soulagent à plein air avec des risques de contamination en cas d'une épidémie quelconque et souillent ainsi les eaux des rivières qu'ils utilisent.

4.4 Santé

Les PDI sur l'axe Komanda –Luna, éprouvent des difficultés d'accès aux services sanitaires bien que les centres de santé Idohu, Bwanasura, Ndalya et Luna leur offrent des soins gratuits avec l'appui d'EUPFASS. La consultation infirmière est gratuite mais bien souvent ils reçoivent des ordonnances médicales. Dépourvus des moyens financiers pour se procurer des produits dans les pharmacies, ils recourent aux plantes médicinales avec risque de surdosage.

La distance séparant certaines localités des structures sanitaires demeurent en outre une difficulté d'accès supplémentaire compte du manque de moyens et de l'insécurité.

Ceux qui se font soigner dans les structures de santé privées sont généralement retenus par manque d'argent pour honorer leurs factures jusqu'à ce qu'ils effectuent le paiement. Alors pour se soigner les PDI, sont parfois obligés d'adopter des mesures extrêmes (d'hypothéquer leurs

jetons d'assistance) qui comportent cependant d'autres risques. A titre d'exemple, des PDI de la localité Apende, cèdent les jetons de ration comme monnaie d'échange pour régler leurs factures aux responsables des structures de santé privées en attendant de trouver de l'argent pour payer et les récupérer. Ce qui constitue un probable risque de conflits au cas où les PDI ne reçoivent pas une assistance à temps afin d'honorer ces factures.

4.5 Accès à la terre et biens

Les déplacés n'ont pas accès à la terre car il n'y a plus d'espace dans les différentes localités à leur offrir. En effet, les chefs locaux ont vendu toutes les surfaces à des cultivateurs et des hommes d'affaires venus respectivement du Nord-Kivu et de l'Ituri et manquent présentement de portions de terres à donner aux PDI pour des jardins. Les PDI ne peuvent non plus aller plus loin dans la forêt à cause de l'insécurité qui y règne.

4.6 Accès à la documentation

Les PDI n'ont pas accès aux pièces d'identités. Lors des focus group distinctement avec les hommes et les femmes, ils ont relevé qu'au moins 40% d'entre eux ont perdu ou abandonné leurs cartes d'électeurs lors de leur fuite. Dans les zones d'accueil, les chargés de ce service leur exigent un montant de cinq dollars par personne pour leur délivrer l'attestation de perte de la carte d'électeur. Au regard des difficultés financières, ils ne peuvent pas s'en procurer. Ils craignent alors de ne pas faire partie des personnes enregistrées sur la liste des probables bénéficiaires d'assistance où on exige la carte d'électeur.

Les enfants des PDI ne sont pas enregistrés au bureau de l'état civil soit par ignorance de leurs parents ou encore suite à la distance les séparant de ce service. Pour rappel, le service de l'état civil se trouve à Ofayi chef-lieu de la chefferie de Walese Vonkutu située à environ 10km au sud de Bunia. Dépourvus de moyens de transport, l'accès aux actes de naissance apparaît comme une difficulté pour les PDI même s'ils sont conscients de leur importance suite aux sensibilisations réalisées par AVSI avec le financement de l'Unicef dans la localité.

5 ETUDE DE CAS

Une étude de cas

La majorité des PDIs ont effectué au moins trois déplacements depuis qu'ils ont quitté leur zone d'origine. Ces mouvements les rendent très instables et vulnérables. Cette situation impacte négativement sur la psychologie de ces personnes. La perte de proches ou la séparation brutale d'avec certains membres des familles dont ils demeurent sans nouvelle, commencent à peser plus en plus psychologiquement sur eux

Une écoute active a été menée avec une femme PDIs au regard vide dans la localité Ndimu. Elle s'est résumée à ceci :

« Je suis originaire de la localité Mayi Moya, femme mariée âgée de 56 ans et mère de huit enfants dont 5 filles. J'ai aussi six petits fils. Mon calvaire a commencé à l'année 2014, suite à l'activisme des éléments ADF qui nous a contraints à quitter notre village pour trouver refuge à Eringeti. N'ayant pas des moyens nécessaires pour pourvoir aux besoins de la famille, mon mari et moi et nos deux fils majeurs, avons l'habitude d'effectuer des mouvements pendulaires dans notre zone d'origine pour récupérer quelques produits dans notre champ le plus proche. Un jour nous sommes tombés dans une embuscade tendue par les ADF, j'ai perdu mon fils et mon mari. J'ai eu la chance de me cacher moi et mon deuxième fils. Après deux ans passés dans la localité d'Eringeti, nous avons été obligés de quitter avec mes 5 enfants et six petits fils pour nous installer dans la localité Luna suite aux exactions des ADF dans cette localité. Notre survie était trop compliquée à Luna, toute la charge familiale sur mon dos durant deux ans sans moyen conséquent. Un habitant de Luna, me confiant sa portion de terre à Byane avec la seule condition de bien entretien de son champ. Nous y avons passé cinq ans avec mes enfants et petits fils. En date du 14 mai 2020, pendant que moi et mes quatre enfants (deux filles et deux garçons) étions au champ, notre localité a été attaquée par les ADF. Mes deux petits-fils ont été décapités et quatre autres et ma fille sont portées disparus. Du champ, nous avons fui à Ndalya mains bredouilles. Sans aucune assistance, nous avons passé la nuit à la belle étoile. Je pleurais jour et nuit, n'arrivais pas à manger ni dormir ne sachant où se trouvaient ma fille et mes petits fils ».

La femme arrêta de parler et se mit à pleurer. Un silence s'installa entre nous deux. Quelques minutes après, elle reprit la parole : « Le 18 mai, une deuxième attaque dans la localité Byane. Nous avons été contraints de nous déplacer à Ndimu. Je ne sais plus où j'en suis, actuellement nous sommes sans un appui, nous dormons dans la cuisine d'un résident de Ndimu avec tous mes dépendants. Présentement je suis souffrante, je vis au dépend de mes enfants qui sont présentement en train d'effectuer des travaux journaliers auprès des autochtones. Je n'ai même pas encore découvert où sont mes petits fils et ma fille.»

De ce qui précède, il convient de relever que de nombreux PDIs ont vécu et vivent des situations très difficiles qui les affectant psychologiquement. Une aide dans ce cadre serait importante.

6 INTERVENTIONS POTENTIELLES

6.1 Actions possibles pour améliorer la situation de protection et situation économiques

Les besoins prioritaires exprimés par la population déplacée de l'axe ciblé par la mission afin d'améliorer leur situation de protection sont les suivants :

- Renforcement de la sécurité dans la zone ;
- Assistance en cash ;
- Organisation avec le support du bureau de l'Etat civil de l'enregistrement des enfants nouveaux nés dans un premier temps et de tous les enfants non enregistrés dans un second temps.
- Organisation des foires vivres ;
- Appui en médicaments aux structures médicales pour les soins des déplacés et retournés ;
- Appui en Kits de dignité pour les femmes et jeunes filles, assistance en bâches, articles ménagers essentiels et friperies) ;
- Appui en kits PEP aux structures médicales officiels de l'axe) ;
- construction d'abris pour les déplacés et distribution des kits NFI

6.2 Contraintes et risque pour les actions

Les contraintes ou risques (sécuritaires, politiques, culturelles...) qui peuvent entraver la mise en œuvre d'interventions sont trop moindre sur l'axe Komanda Luna. Néanmoins lors des interventions humanitaires dans la partie allant de Ndalya jusqu'à Luna, le respect du principe **do no harm** est important car les menaces des groupes armés des ADF et des Mai Mai sont imprévisibles dans la zone. Nous proposerons aussi la prise en compte des familles d'accueil lors de la distribution de l'assistance car elles sont aussi affectées suite aux multiples vagues de mouvements de populations dans leurs zones.

6.3 Capacités locales

Les déplacés sont hébergés dans les familles d'accueil qui les appuient dans le cadre de leur survie tout en leur offrant des travaux journaliers. Ils partagent les mêmes sources et marchés et une cohésion parfaite existent entre les PDIs et les autochtones. Grace aux acteurs humanitaires,

les localités de Luna Ndaya, Mambelenga, Bwanasura et Idohu disposent de CAC (Cellule d'Animation Communautaire) mise en place par UNICEF à travers ADRA. Ils font la sensibilisation sur les mesures de prévention contre le COVID 19 et le développement communautaire dans l'objectif d'un changement de comportement. CCI (Centre Communautaire d'Information) encadré par OIM, fait le suivi des mouvements de déplacés et partage les informations relatives à la protection et à la sécurité. Ils élaborent dans ce sens en outre des plans de protection communautaire dans l'objectif de mitiger les risques et de relever leurs capacités locales.

7 ACTIONS DE SUIVI URGENT

RECOMMANDATIONS	STRUCTURES RESPONSABLES
Mobiliser les ressources pour une assistance des déplacés en termes de vivres, d'abris, d'éducation et de santé suivant leurs besoins spécifiques	CLIO
Renforcer le monitoring de protection sur l'axe Komanda-Luna dans le but principalement d'identifier les personnes à besoins spécifiques et les orienter vers les services de prise en charge.	INTERSOS/ UNHCR
Initier une mission dans le cadre d'un profilage systémique pour identification et la prise en charge des ENA et ES	CP/ GTPE
Mobiliser des ressources en vue d'initier un projet dans le cadre d'une prise en charge psychologique des personnes déplacées	CLIO
Mener un plaidoyer auprès des autorités locale dans l'objectif de faciliter l'accès des PDI à la documentation	Cluster Protection

ANNEXES

Annexe 1 : Répartition des récents déplacés sur l'axe Komanda – Luna mois de mai 2020

N°	Localités de provenance	Localités d'accueil	Nombre de ménages	Nombre de personnes
1	Ndalya, Katabey et Byane, Tinge, Ketchele, Pikamayibo (Ituri) et Eringeti, Kasana, Mutueyi, Boyikene, Chani Chani (Nord- Kivu)	Idohu	322	1610
2		Apende	250	1353
3		Ndimu	350	1778
4		Mahala	191	1062
5		Bwanasura	703	4218
6		Mayalibo	680	4080
7		Mambelenga	558	2790
8		Ndalya	850	5100
9		Luna	352	2112
Total			4256	24103

Annexe 2 : Tableau comparatif de l'évolution des prix des vivres entre mai 2019 et mai 2020

Articles	Prix il y a un an	Prix actuel	Ecart	Pourcentage
Haricot	1000	2400	1400	140
Cossette de manioc	4000	8000	4000	100
Huile de Palme	600	1000	400	67
Riz	1000	2000	1000	100

Savon	500	1000	500	100
Sel	500	1000	500	100

Annexe 3 : Matrice de positionnement des acteurs

N°	Dénomination	Type d'organisation	Bailleur	Titre du projet	Activités	Zones couvertes	Bénéficiaires	Durée du projet
01	AJEDEC : Association des Jeunes pour le Développement Communautaire	Nationale	Save the children	Réaliser : réussite, épanouissement via l'apprentissage et insertion au système éducatif	Paie bourse aux élèves de 7 et 8 ^e secondaire. Appui au kit classe. Appui des clubs d'apprentissage.	Zone de santé de Komanda et de Nyankunde	Elèves, de 4 ^e , 5 ^e , 6 ^e 7 ^e et 8 ^e classes Les écoles et les communautés	Mars 2017 à mars 2021
02	PPSSP : Programme pour la Promotion des soins de santé primaire	Nationale	Unicef	Résilience Ebola	Forage des sources d'eau	Zone de santé de Komanda	Communauté	Du 15 avril au 15 Octobre 2020
03	AVSI : Association des Volontaires pour le Service International	Internationale	Unicef	Résilience Ebola et protection	Forage des sources d'eau Sensibilisation sur l'importance des actes de naissances	Zone de santé de Komanda	Communauté	Fin 31 mai 2020
04	AVUDS : Action des Volontaires Unis pour le Développement et la Santé	Locale	Unicef	Idem	Construction et réhabilitation des sources	Zone de santé de Komanda	Communauté	Du 15 avril au 15 octobre 2020
05	Samaritain Purse	Internationale	USAID	Wrap Round	Infrastructure et Promotion	Zone de santé de Komanda, Lolwa et Nyankunde	communauté	Octobre 2019 à 2020
06	Médair	Internationale	USAID	Wrap Round	Wash, PCI	Zone de santé	communauté et	Octobre 2019 à

						de Komanda et Lolwa	les centres de santés et HGR	octobre 2020
07	FICR : Fédération Internationale de la Croix Rouge	Internationale	USAID, UE, UKAID et ECHO	Activités de réponses aux épidémies	Sensibilisation sur le COVID19, Wash (assainissement), EDS, Engagement communautaire et la recevabilité, Prise en charge psychosocial, Prévention et contrôle des infections, Appui des hôpitaux en matériel	Zone de santé de Komanda et de Nyankunde	communauté	Depuis le 03 décembre 2018
08	Caritas	Nationale				Zone de santé de Komanda		